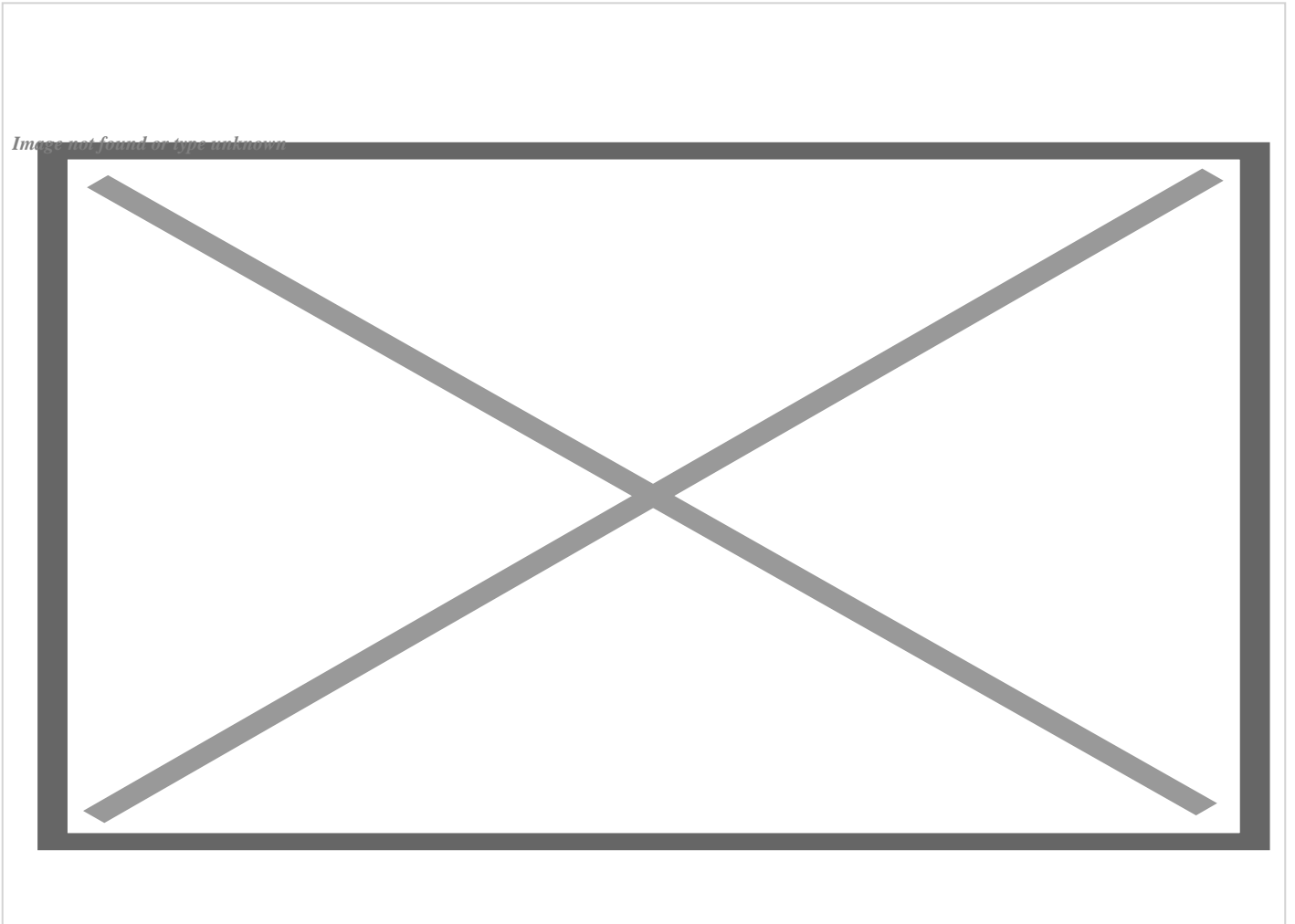


Soutien au projet Cubainformación exprimé en Argentine



Buenos Aires, 10 février (RHC) Le Club Argentin de Journalistes Amis de Cuba (Capac) a exprimé sa solidarité avec le projet de communication alternative Cubainformación et a dénoncé les actions promues aujourd'hui par la droite pour faire taire les médias qui soutiennent l'île.

Le coordinateur du portail, José Manzaneda, et l'association Euskadi-Cuba sont poursuivis en justice en Espagne pour diffamation, calomnie et crime de haine.

L'accusation a été portée par le président de l'organisation Prisoners Defenders, Javier Larrondo, pour le rapport "Créer une crise sanitaire à Cuba : objectif de la guerre contre sa coopération médicale", publié en octobre 2020.

Selon M. Manzaneda, l'action en justice vise à faire taire Cubainformación pour avoir attiré l'attention sur les liens entre Prisoners Defenders et le gouvernement américain dans sa stratégie de destruction de la coopération médicale internationale dans la plus grande des Antilles.

Dans un communiqué, le Capac a dénoncé "les actions de la justice espagnole visant à restreindre la liberté de la presse et la liberté d'opinion, en acceptant de poursuivre le journaliste, le multimédia et l'association Euskadi-Cuba".

"Nous répudions l'organisation gusano et contre-révolutionnaire Prisoners Defenders, appendice politique du Département d'État américain et dénoncée pour avoir reçu des fonds de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

De même, Larrondo, représentant de l'Union patriotique cubaine de droite, qui mène en permanence des actions contre la révolution et a dirigé la campagne de diffamation contre le contingent médical Henry Reeve", ajoute-t-il.

Il dénonce également le fait que, malgré l'absence de délit, Manzaneda se voit réclamer six ans de prison et une amende de 15 600 euros (qui, si elle n'est pas payée, prolongera sa peine de prison de 13 mois supplémentaires), ainsi que 50 000 euros de dédommagement, lors d'un procès qui aura lieu le 15 de ce mois à Madrid.

Nous dénonçons la tentative de réduire au silence la presse solidaire de Cuba et des justes causes de ce monde, qui viole la liberté de la presse et la liberté d'expression, ainsi que le droit à la liberté d'opinion. Nous demandons au pouvoir judiciaire espagnol de mettre fin à ce processus", conclut-il. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/346842-soutien-au-projet-cubainformacion-exprime-en-argentine>



Radio Habana Cuba